



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 31/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MEAC**

91 rue d'Acqueville  
78670 Villennes-sur-Seine

Références : UD34/H3/2024/MJ/100  
Code AIOT : 0006600943

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement MEAC implanté lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 23 juillet 2024 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection de l'année 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEAC
- lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas
- Code AIOT : 0006600943
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de sables dolomitiques et de dolomies par la société MEAC est autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 2012. Les matériaux extraits sont acheminés vers les installations voisines de la carrière CMSE où elles sont traitées.

Un chef de carrière unique assure l'exploitation des deux sites d'extraction, qui fonctionnent en alternance.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.6	Demande d'action corrective	6 mois
2	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.2.1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de non-conformité n'ont pas de caractère de gravité particulier.

Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en activité.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan topographique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan topographique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 6.3.6 - Plans</u>  Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• les bords de fond de fouille,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• les zones de remise en état.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire de ce plan est transmis au service inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le plan topographique présenté à l'inspecteur de l'environnement date de décembre 2023. Il ne dispose pas de légende et son échelle n'est pas adaptée à la superficie de la surface autorisée et du format du plan retenu. Les zones remises en état en début d'année 2024 (zones entre la route départementale et le carreau d'exploitation) devront apparaître lors de la prochaine mise à jour du plan

topographique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les observations faites par l'inspecteur de l'environnement lors de la mise à jour du plan topographique de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Accès au site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p><u>Article 6.2.1 - Sécurité du public</u></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit [...]</p>
<b>Constats :</b>
<p>Un portail commun permet d'interdire l'accès aux sites de la société MEAC et de la société CMSE. Ce portail est fermé en dehors des heures d'activité de ces 2 sites. Les clés de ce portail sont détenues par les salariés de la société CMSE.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de prendre en sa possession un exemplaire des clés permettant de verrouiller le portail d'accès au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours